



PEACEBUILDING FUND

Project Title: Projet de renforcement du contrôle démocratique et civil des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) en Guinée	Recipient UN Organization: PNUD Guinée
Project Contact : PNUD : Mme Aissatou Cissé Yao-Yao Directrice Adjointe Pays (Programme) BP 222 Conakry, Tel: +224 66-35-79-23 Email: aissatou.yaoyao@undp.org OHCDH : Mr Louis Marie Bouaka, Représentant Email : lmbouaka@yahoo.fr Tel : + 224-63-38-16-28	Implementing Partner(s): <ul style="list-style-type: none"> - Ministère Délégué à la Défense; - Comité de Pilotage de la RSS; - Ministères concernés : Économie et Finances, Budget, Contrôle Économiques et Audit, Sécurité et Protection Civile - Parlement ; - Société Civile; - Comites civilo-militaires
Project Number: To be completed by UNDP MDTF Office	Project Location: Conakry et tout le territoire national
Project Description: Le projet vise à améliorer le contrôle civil et démocratique des FDS en Guinée à travers des activités de renforcement des mécanismes institutionnels et légaux et de renforcement des compétences des institutions nationales et acteurs civils notamment le Comité National de Pilotage de la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) à travers son comité de suivi sectoriel ; la Société Civile ; les ministères techniques concernés, la cour suprême par le biais de la cour des comptes et le Parlement/ Conseil National de Transition (CNT).	Total Project Cost: 1.070.000 USD Peacebuilding Fund: 1.070.000 USD Government Input: N/A Other: Total: 1.070.000 USD
Project Start Date and Duration: Décembre 2011 –Décembre 2012	
PBF Priority Area(s) and Outcomes: Domaine prioritaire 1 du Fonds de Consolidation de la Paix : Activités qui répondent à des menaces imminentes au processus de paix a travers un soutien à l'établissement d'un cadre institutionnel de gouvernance normalisé du secteur de la sécurité favorable au respect de l'Etat de Droit par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Outcome : Le contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité est effectif.	

Outputs and Key Activities:

Output 1:

Les institutions et les acteurs civils sont sensibilisés et informés quant à leur rôle et responsabilités en matière de contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité en Guinée

Activity 1:

- Sensibilisation et information des institutions intervenant dans le contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité en Guinée sur leurs rôles et responsabilités telles que prévus par les dispositions légales en vigueur.

Cibles : Comité de Pilotage de la RSS, Commissions Techniques de la RSS, départements ministériels et institutions concernés, Société Civile et autres acteurs non étatiques.

Activity 2:

-Campagne nationale d'information et de sensibilisation en direction des populations à travers l'organisation de débats, de journées portes ouvertes, d'activités culturelles etc...

- Organisation de débats et émissions radios et télévisées sur le rôle de la société civile dans la RSS dans le cadre du contrôle de la société civile sur les forces de défense et de sécurité et sur la justice

Output 2:

Les institutions et les acteurs civils sont outillés pour exercer efficacement leur rôle et responsabilités en matière de contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité en Guinée.

Activity 1:

-identification et sensibilisation des organisations de la société civile et acteurs non étatiques à leur rôle et responsabilité en matière de contrôle civil et démocratique ;

-Diagnostic des capacités existantes des acteurs clés en matière de contrôle civil et recommandations sur le renforcement de leurs capacités.

-Mise à niveau technique et renforcement des compétences des membres de : CNT/Parlement, de la CS, Cour des Comptes, Ministère des finances, du Budget, Ministère des audits, ministère de la sécurité et de la protection civile, Cour suprême, société civile, etc... en matière de contrôle budgétaire des dépenses dans le secteur de défense et de sécurité.

Output 3:

Le dispositif législatif et les mécanismes de contrôle civil et démocratiques sont renforcés et efficaces.

Activity 1

-Diagnostic du dispositif actuel et appui au renforcement du dispositif législatif et des mécanismes de contrôle existants (Révision et schematisation du cadre légal, mise à disposition des textes juridiques, préparation des outils administratifs de gestion des compétences et de la législation applicable, etc..).

Activity 2

-Création d'un cadre de concertation entre toutes les parties impliquées dans le contrôle civil et démocratique des FDS en Guinée.

Activity 3

-Appui technique à la Commission Technique Défense pour l'élaboration d'un Code de

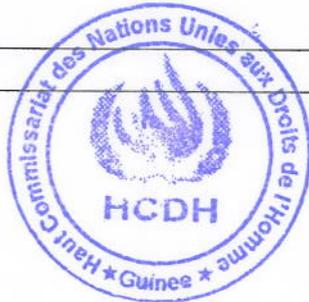
Bonne Conduite des Forces de Défense et de Sécurité en Guinée en collaboration avec le Comité Civilo Militaire.

Activity 4

- Mise en place d'un Observatoire National du Code de Bonne Conduite du Secteur de Défense et de Sécurité, sur la base d'un protocole négocié entre les parties impliquées dans le contrôle civil et démocratique des FDS.

PROJECT DOCUMENT COVER SHEET

Co-chairs of the Joint Steering Committee	
<p>Coordonateur Résident Système des Nations Unies en Guinée Mr. Anthony Obemeng-Boamah</p>  <p>Date & Seal</p>  <p>6/11/2011</p>	<p>Mr. Mohamed Said Fofana Premier Ministre, Chef du Gouvernement</p>  <p>Date & Seal</p> 
<p>Recipient UN Organization(s) PNUD UNHCDH</p>  <p>Boukpeye Bako Bassa Represe N'ouk'ou 14 CD</p> 	<p>National Implementing Partner(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> Ministère Délégué à la Défense Ministère de l'Économie et des Finances Ministère du Budget Ministère du Contrôle Économique et des Audits CNT/ Assemblée Nationale Conseil nationale des Organisations de la Société civile Cours suprême/ Cours des Comptes Comité Civilo-militaire/ Cecide Guinée



COMPONENT 1: Situation Analysis

L'évaluation du Secteur de la Sécurité en République de Guinée de mai 2010, menée par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest avec l'aide de l'Union Africaine et de l'Organisation des Nations Unies, a dressé un tableau préoccupant de la situation du secteur sécuritaire (justice, forces de l'ordre, armées, douanes, environnement, système carcéral). Celle-ci est considérée, particulièrement dans sa dimension « défense et sécurité », comme le maillon faible du système de gouvernance en raison du poids excessif de l'armée, notamment sur les dépenses publiques (accès incontrôlé aux grades, rémunération disproportionnée non seulement au sein du secteur de sécurité, mais aussi par rapport aux autres secteurs). Au nombre des problèmes identifiés, on peut notamment citer la désorganisation des Forces de Défense et de Sécurité, le manque de maîtrise des effectifs, l'absence de mécanismes de contrôle et de surveillance des activités de défense et de sécurité tant à l'interne que par les institutions républicaines, la faiblesse du régime disciplinaire et de sanction, le déficit de personnel qualifié, l'absence d'une politique et d'une pratique cohérente de gestion des ressources humaines.

Malgré le fait que la Constitution guinéenne prévoit un rôle de contrôle parlementaire de l'exécutif sur les forces de défense, celui-ci est inexistant dans la pratique. L'absence de contrôle civil et judiciaire sur les forces de défense a favorisé des nombreuses violations des droits de la personne qui ont marqué l'histoire récente du pays et constituent un facteur historique d'instabilité politique et social. Globalement, le secteur de la sécurité se caractérise par une justice difficilement accessible, peu crédible et démunie ; par la mauvaise gouvernance, la brutalité et l'indiscipline des FDS ainsi qu'une grande confusion des rôles sur le terrain favorables aux abus en tous genres.

En ce qui concerne les services de police et de protection civile, l'on constate une insuffisance institutionnelle de la capacité de management, un déficit de compétences, une insuffisance de personnel, un manque de moyens, d'équipements et d'infrastructures, un recours à la force et à la brutalité de manière intempestive caractérisées par l'indiscipline ; et en définitive une incapacité réelle à procurer la sécurité à la population civile. Le système judiciaire est caractérisé par de graves dysfonctionnement au nombre desquels figurent la corruption et l'incapacité à contrôler les abus des FDS et le travail des officiers de police judiciaire de la police et de la gendarmerie.

Après plus de cinquante ans d'indépendance sans démocratie, sous des régimes autoritaires et/ou militaires, la réforme du secteur de la sécurité constitue une priorité pour les nouvelles autorités guinéennes afin d'instaurer la démocratie et la stabilité nécessaires au développement économique et social. Pour cela la RSS entend poser les fondements des changements en vue d'aboutir à l'établissement d'un secteur de la sécurité effectif, redevable aux institutions, disposant d'un cadre légal garantissant un usage de la force légitime en accord avec les normes et standards universels des droits de l'homme, avec une clarification des rôles et responsabilités des différents acteurs assortie des mécanismes de sanctions. Tout cela assorti d'une gouvernance adéquate et responsable basée sur des règles et principes clairement définis.

Le Gouvernement guinéen, sous la conduite du Président de la République, s'est engagé résolument dans un processus de réforme du secteur de la sécurité. La réforme a été officiellement lancée en juin 2011 et un Comité National de Pilotage a été créé. L'appui de la communauté internationale doit soutenir un tel processus sur la base d'une approche nationale inclusive, concertée et coordonnée.

La réforme du secteur de la sécurité constitue un des trois domaines prioritaires identifiés par le Gouvernement de Guinée dans sa demande d'accompagnement par la Commission pour la Consolidation de la Paix.. Ces domaines prioritaires ont été confirmés lors de la visite en avril 2011 de la présidente de la formation Guinée de ladite Commission.

Le Fonds de consolidation de la paix souhaite soutenir la réforme du secteur de sécurité, notamment par le biais du renforcement de la gouvernance au sein des forces de sécurité ; du renforcement institutionnel, repositionnement et réinsertion social et économique des FDS ; du renforcement des capacités du parlement, des institutions judiciaires et de la société civile pour le contrôle civil et démocratique des forces de sécurité ; et du renforcement du système de justice et de l'état de droit.

COMPONENT 2: Narrative Section: Project justification

1. *Describe the project's direct and immediate relevance to peacebuilding, and elaborate the link to the strategy in the Priority Plan, including the PBF Priorities and Outcomes that it targets. (See the PBF Results Framework).*

1.2. Pertinence du Projet et liens avec la Consolidation de la Paix en Guinée :

La réforme du secteur de la sécurité a été identifiée par le Gouvernement comme un des trois axes d'intervention prioritaire pour la consolidation de la paix en Guinée.

A ce titre, il constitue un des domaines prioritaires pour les réponses programmatiques aux défis à la consolidation de la paix dans le pays identifiés dans le contexte du nouveau plan prioritaire pour la consolidation de la paix. Cet engagement des autorités guinéennes se confirme par la mise en place d'un Comité National de Pilotage pour la Réforme du Secteur de Sécurité sous la présidence du Chef de l'Etat. Ce comité supervisera des comités sectoriels thématiques.

1.2. Liens du Projet avec la stratégie du Plan Prioritaire

Le présent projet s'inscrit dans la Phase 1 du nouveau plan prioritaire de consolidation de la paix en tant que réponse aux défis de l'amélioration de la gouvernance des FDS dont la prise en compte nécessite une réponse structurante à impact rapide. L'objectif visé est d'apporter une contribution à l'amélioration du climat sécuritaire, gage d'un climat social apaisé. Ce projet s'inscrit donc dans le contexte plus large de renforcer la rédevabilité des FDS et d'inscrire leur fonctionnement dans un cadre juridique, institutionnel et stratégique conforme aux normes et standards internationaux.

Le présent projet va contribuer au renforcement de l'efficacité et de l'efficacités des institutions et acteurs civils et judiciaires légalement habilités à assumer la fonction de contrôle civil et démocratique des FDS. En effet, l'absence d'un contrôle civil sur les FDS

est une des causes de l'instabilité chronique de la Guinée. Bien que certains dispositifs existent (la Constitution prévoit notamment un contrôle des FDS par le Parlement et la participation des magistrats civils), leur capacité à l'exercer effectivement est faible; les acteurs n'ont pas les connaissances techniques spécifiques au contrôle civil et démocratique des FDS et celles-ci sont réticentes à se soumettre à un contrôle institutionnel et républicain effectif. La réforme du secteur de la sécurité ne peut réussir que si les institutions chargées du contrôle démocratique des FDS sont capables d'exercer pleinement leur rôle ayant pour finalité de garantir une gouvernance démocratique des institutions de défense et la rédevabilité et l'imputabilité de celles-ci ainsi que de leurs membres. Il y a donc urgence à renforcer les divers dispositifs civils de contrôles démocratiques existant et à venir pour les rendre aptes à participer efficacement au processus de la RSS.

L'intérêt de ce projet réside principalement dans le fait qu'il permet d'intervenir au tout début du processus dans l'ensemble des secteurs concernés, au profit de tous les acteurs qu'il mettra en relation et avec lesquels il créera toutes les synergies possibles ; en outre, il a pour objectif de rendre les acteurs effectivement capables d'assurer le rôle qui est le leur dans la RSS. Il a un effet global et structurant et garantit une bonne visibilité de l'appui apporté au processus de la RSS. Il permettra également d'informer la population civile sur ses droits et les obligations des FDS envers elles dans leurs interventions quotidiennes et contribuera à faciliter les canaux d'échange et de relation entre les populations et les FDS.

Le projet est complémentaire à d'autres activités prévues dans le cadre du nouveau Plan Prioritaire, notamment dans l'axe Réconciliation Nationale qui prévoit des activités de renforcement des compétences des FDS en matière de respect des droits humains. En outre, ce projet est complémentaire à d'autres réponses d'urgence initiées par des partenaires techniques tels que les USA, la France et l'Union Européenne aux fins d'impulser la réforme du secteur de la sécurité et de la justice dans son ensemble.

2. *Describe the critical gaps in international funding for peacebuilding that the project fills: eg. the time-critical nature of the project and the unavailability of timely alternative funding; or the lack of available funding for specific peacebuilding activities.*

En dépit des avancées démocratiques, la situation sécuritaire en Guinée demeure fragile comme l'atteste l'attaque de la résidence du Président de la République par un groupe de militaires incontrôlés le Mardi 19 Juillet 2011. Cet incident sécuritaire dénote l'urgence de la mise en œuvre de la réforme du secteur de sécurité particulièrement dans l'aspect du contrôle civil et démocratique des FDS. La gestion de cet événement devra se faire par le système de justice adéquat en mettant en avant le contexte démocratique nouveau, en vue d'un impact judiciaire au travers des institutions républicaines.

La Guinée est confrontée à des difficultés économiques réelles et ne dispose pas de ressources budgétaires suffisantes pour permettre d'amorcer de manière efficace l'ensemble des réformes envisagées dans le secteur de la défense et de la sécurité.

Bien que l'ensemble des partenaires techniques et financiers soient disposés à appuyer le pays dans la RSS, les procédures de financements restent conditionnées par l'organisation des élections législatives notamment. Celles-ci du reste, demeurent tributaires de la situation sécuritaire.

COMPONENT 3: Logical Framework

2. *Outline the steps to be taken to ensure the sustainability of project achievements, and/ or an exit strategy.*

3. *A logical framework is required. The following log frame format is recommended**:*

Objectif de développement	Indicateurs mesurables	Moyens de vérification
Consolider la paix et le rétablissement des institutions démocratiques en Guinée en assurant une transition réussie		
Outcomes: Les institutions et les acteurs impliqués dans le contrôle civil des forces de défense sécurité disposent des compétences et de mécanismes nécessaires et exercent le contrôle des FDS	nombre d'acteurs / institutions clés qui travaillent en complémentarité dans leur fonctions de contrôle Alignement du cadre législatif selon les besoins d'exécution efficace du contrôle civil (avec référence au nombre de décrets etc.)	Rapport de Formation Rapport d'activités émanent des institutions de contrôle civil des forces de défenses
Output 1: Les institutions et les acteurs civils sont sensibilisés et informés quand à leur rôle et responsabilités en matière de contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité en Guinée. 1.	Niveau d'amélioration qualitative des connaissances de la population sur les acteurs clés et les mécanismes de contrôle en vigueur dans le pays	Rapport d'activités sur les campagnes de sensibilisation et l'information ; Les enregistrements de communication médiatiques ciblées
Activités: - Sensibilisation et information des institutions intervenant dans le contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité en Guinée sur leurs rôles et responsabilités telles	Nombre de campagnes de sensibilisation menées par les radios communautaires, émission télé, des réunions communautaires Nombre de sensibilisation et d'information conduite en	Les enregistrements des émissions Radios et télé pour la sensibilisation ; Les Comptes rendus de réunion et recueil des

<p>que prévus par les dispositions légales en vigueur.</p> <p>- Cibles : Comité de Pilotage de la RSS, Commissions Techniques de la RSS, institutions concernées et Société Civile.</p> <p>Activity 2 :</p> <p>-Campagne nationale d'information et de sensibilisation en direction des populations à travers l'organisation de débats, de journées portes ouvertes, d'activités culturelles,</p> <p>- Organisation de débats et émissions radios et télévisées sur le rôle de la société civile dans la RSS dans le cadre du contrôle de la société civile sur les forces de défense et de sécurité et sur la justice</p>	<p>matière de contrôle au profit des acteurs cibles</p> <p>Nombre d'émission radio et télé ;</p> <p>Nombre de journées porte-ouverte organisées ;</p> <p>Nombre de participant par journée ;</p>	<p>commentaires acheminé aux divers comités techniques ;</p> <p>La reprise des émissions par autres médias ;</p> <p>Compte rendu des activités des journées porte-ouverte ;</p>
<p>Output 2:</p> <p>Les institutions et les acteurs civils sont outillés pour exercer efficacement leur rôle et responsabilités en matière de contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité en Guinée.</p>	<p>nombre des acteurs habilités à jouer leur rôle</p> <p>Degré de satisfaction / compréhension du rôle et des responsabilités par les acteurs cibles</p>	<p>Rapport de formation</p> <p>Rapport d'évaluation des formations</p>
<p>Activités:</p> <p>- Diagnostique des capacités existantes des acteurs clés en matière de contrôle civile et recommandations sur le renforcement de leurs capacités</p>	<p>Etude adopté par comité de pilotage</p>	<p>Rapport d'étude ;</p>

<p>- Former les membres de : CNT/Parlement, de la CS, Cour des Comptes, Ministère des finances, du Budget, Ministère des audits, Ministère de la sécurité et de la protection civile, Cour suprême etc... en matière de contrôle budgétaire des dépenses dans le secteur de défense et de sécurité.</p>	<p>Un programme spécifique à chaque groupe cible est déterminé ;</p> <p>nombre de personnel et de décideurs formés selon les besoins indiqués dans l'étude diagnostique</p>	<p>Module de formation par groupe cible ;</p> <p>Rapport de formation ;</p> <p>Rapport d'évaluation des formations disponible au niveau des comités techniques ;</p>
<p>Output 3: Le dispositif législatif et les mécanismes de contrôle civil et démocratiques sont renforcés et efficaces.</p>	<p>-Cadre de concertation établi</p> <p>-Code de conduite élaboré, approuvé et vulgarisé</p> <p>-Nombre d'exemplaire édité</p>	<p>PV de l'assemblée constitutive</p> <p>Document de code de conduite</p> <p>Bon de livraison</p>
<p>Activités: Activity 1 - Etat de lieu du dispositif actuel et identification des domaines qui nécessitent à être améliorés (Révision et vulgarisation du cadre légal, des textes juridiques, préparation d'outil administratif de gestion des compétences et de la législation applicable, etc.).</p> <p>Activity 2 - Création d'un cadre de concertation entre toutes les parties impliquées dans le contrôle civil et démocratique des FDS en Guinée.</p>	<p>Etude adoptée et utilisé dans les travaux subséquents des comités techniques sectoriels ;</p> <p>Le protocole d'accord autour d'un mécanisme de concertation entre les acteurs intervenant dans le contrôle civil des FDS est adopté ;</p> <p>Consensus entre les acteurs impliqués sur les moyen</p>	<p>Rapport d'étude ;</p> <p>Rapport de validation</p> <p>Protocole ratifié ;</p> <p>Rapport consultatif ;</p>

<p>Activity 3 - Appui technique á la Commission Technique Défense pour l'élaboration d'un Code de Bonne Conduite des Forces de Défense et de Sécurité en Guinée en collaboration avec le Comité Civilo Militaire</p>	<p>d'exercer un contrôle civile effectif des FDS</p> <p>Le code de bonne conduite proposé reflète les préoccupations identifiées par le diagnostique ;</p> <p>Le code de bonne conduite est approuvé et diffusé ;</p>	<p>Rapport de la réunion technique de validation du code de conduite ;</p> <p>Bon de livraison du nombre d'exemplaire édité</p>
--	---	---

COMPONENT 4: Budget

Budget Global

CATEGORIES	AMOUNT
1. Supplies, commodities, equipment and transport	0 USD
2. Personnel (staff, consultants and travel)	60.000 USD
3. Training of counterparts	100.000 USD
4. Contracts	730.000 USD
5. Other direct costs (Suivi – évaluation)	110.000 USD
Sub-Total Project Costs	1.000.000 USD
Indirect Support Costs (7 %)	70.000 USD
TOTAL	1.070.000 USD

Budget détaillé par Agence

1)-PNUD

CATEGORIES	AMOUNT
1. Supplies, commodities, equipment and transport	
2. Personnel (staff, consultants and travel)	60.000 USD
3. Training of counterparts	70.000 USD
4. Contracts	460.000 USD
5. Other direct costs (suivi-évaluation)	75.000 USD
Sub-Total Project Costs	665.000 USD
Indirect Support Costs (7 %)	46.550 USD
TOTAL	711.550 USD

***Remarque:** Le traitement du coordonnateur du projet (P-4) pour un coût de 250.000 USD est pris en charge par le BCPR et déjà intégré par le budget du projet quick start "réconciliation Nationale"*

2)-UNHCDH :

CATEGORIES	AMOUNT
1. Supplies, commodities, equipment and transport	
2. Personnel (staff, consultants and travel)	0 USD
3. Training of counterparts	30.000 USD
4. Contracts	270.000 USD
5. Other direct costs (suivi-évaluation)	35.000 USD
Sub-Total Project Costs	335.000 USD
Indirect Support Costs (7 %)	23.450 USD
TOTAL	358.450 USD

COMPOSANTE 5: Arrangements de gestion

Toutes les activités de ce projet seront réalisées sous la coordination d'une unité de gestion du projet que le PNUD mettra en place et qui sera composée de :

Staff International :

- 1 Coordonnateur de Projet (P-4) (intégré à l'équipe du Comité Technique de suivi en lien avec le comité d'Orientation Stratégique de la Réforme du Secteur de la Sécurité-RSS)

Staff National :

- 1 Conseiller juridique (intégré à l'équipe du Comité Sectoriel Justice)
- 1 Expert en société civile (intégré au sein au Conseil National des Organisation de la Société Civile de Guinée-CNOSCG)
- 1 Expert en développement parlementaire (intégré au sein du Parlement/Conseil National de Transition-CNT)
- 1 Assistant administratif et financier (qui siège avec le coordonnateur du projet)
- 1 Chauffeur

L'unité sera responsable à la fois de la gestion du projet, de l'appui technique et de la facilitation auprès des différents partenaires de réalisation. Elle contribuera également à toute la réflexion stratégique menée dans le cadre plus large du Plan prioritaire de consolidation de la paix en Guinée.

Le projet va recourir également de façon notable à du personnel complémentaire sous forme de consultants nationaux et internationaux. Cela est justifié par plusieurs raisons : i) il s'agit d'un projet d'assistance technique et de renforcement des capacités qui a besoin de beaucoup de compétences humaines de haut niveau, lesquels ne sont pas toujours disponibles sur place ; ii) la Guinée va ainsi bénéficier d'expériences extérieures et de compétences humaines internationales déjà existantes ; iii) le coordonnateur international et les experts nationaux recrutés par le projet, devraient s'engager dans de multitudes activités et réunions de dialogue et de concertation, et faire face à l'exigence de gestion de qualité du projet qui lui est imposé .

Le PNUD va travailler en étroite collaboration avec le gouvernement pour assurer l'appropriation et la réussite de ce projet. Le projet aura initialement un double encrage : la primature et le Comité de Pilotage RSS pour toute la durée du projet, et éventuellement un triple ancrage en intégrant le Parlement à la suite des élections législatives.

Les différents départements ministériels impliqués dans le projet désigneront chacun un point focal du projet qui va collaborer avec l'Unité de Gestion (UG) qui assure le Secrétariat Permanent du Comité National de Pilotage de la RSS pour faciliter l'organisation des dialogues à différents niveaux ainsi que tous les ministères impliqués. Il va travailler avec la Primature, à travers un point focal, étant donnée sa nature

transversale pour organiser des actions de renforcement des capacités des acteurs étatiques. La Coordination du projet va assurer la mise en œuvre en partenariat avec la commission technique défense et en impliquant tous les départements ministériels dont les membres seront bénéficiaires de ces formations. Elle favorisera la mise en synergie d'initiative relevant des différents comités sectoriels des FDS. Il faudra noter que la commission technique défense, le CNT, la cours des comptes, la Société civile, le comité civilo-Militaire et les Ministères Techniques concernés ont la responsabilité de:

- 1) faciliter la mise en œuvre sur le terrain de toutes les activités du projet
- 2) participer dans le processus de suivi et évaluation des toutes les activités du projet
- 3) et d'assurer la pérennisation des actions de ce projet.

COMPOSANTE 6: Suivi et évaluation

Le suivi et évaluation du projet sera la responsabilité des partenaires de mise en œuvre sous la supervision de l'unité de gestion du projet de PNUD et des départements ministériels impliqués. Chaque partenaire va soumettre un plan de suivi utilisant les indicateurs fournis dans le cadre logique du présent projet par et pourrait les enrichir avec des indicateurs quantitatifs pour leurs activités respectives. Pendant la mise en œuvre du projet, les partenaires seront également chargés de collecter toutes les données utiles pour l'évaluation. Chaque partenaire va produire un rapport trimestriel avec une section dédiée aux résultats du suivi et évaluation par trimestre. L'unité de gestion pour la coordination du projet visitera les projets pour vérifier, la mise en œuvre des actions, des chiffres et pour donner les conseils nécessaires pour la mise en œuvre des plans de suivi et évaluation.

Par ailleurs, ce projet est réalisé en partenariat avec le gouvernement Guinéen qui a la responsabilité, à travers les ministères concernés et l'Unité de Gestion du Comité de Pilotage de la RSS, de faciliter la mise en œuvre des toutes les activités du projet et aussi de faire le suivi sur terrain pour s'assurer de la réalisation effective par les partenaires de toutes les activités du projet.

Enfin, il est important de noter que le projet collaborera très étroitement avec l'Unité de Coordination et de supervision du PBF-Guinée comprenant un Coordinateur et un spécialiste de suivi-évaluation qui veilleront à son intégration dans les mécanismes globaux de coordination, de rapportage et de suivi-évaluation du Plan d'actions prioritaires. Cette Unité veillera également à la création de synergies et de cohérences avec les autres projets PBF et à l'analyse des leçons qui seront engendrées.

COMPOSANTE 7: Analyse des risques et hypothèses

Le processus de la réforme du secteur de la sécurité se déroule dans un contexte politique de renouveau démocratique favorable, marqué par la volonté affichée des autorités d'engager les changements tant attendus des populations guinéennes sur les plans sécuritaire et du comportement des FDS. Mais en même temps, la situation sécuritaire demeure particulièrement instable et volatile ainsi que l'atteste l'attaque de la résidence du Président de la République le 20 juillet 2011 par un groupe de militaires.

Sur le plan politique, les dernières élections présidentielles ont donné lieu à des troubles sociaux encore vivaces et les prochaines élections législatives suscitent une effervescence politique perceptible, dans un climat marqué par des considérations ethniques et où le dialogue entre la majorité présidentielle et l'opposition paraît difficile, en dépit de nombreuses initiatives de médiation.

Si les perspectives de changements suscitent l'intérêt et l'adhésion populaires, en revanche des incertitudes subsistent chez certains militaires notamment sur les conséquences de ces changements sur les avantages acquis et génèrent des inquiétudes susceptibles d'avoir de l'impact sur le bon déroulement du processus.

La mise en œuvre du projet et l'atteinte des résultats visés sont tributaires de facteurs exogènes:

1. *Une situation sécuritaire encore fragile et volatile* : des éléments incontrôlés de l'armée peuvent compromettre le fragile retour à la démocratie,
2. *Un processus électoral en cours inachevé avec des relents de dérives ethniques* : L'issue des prochaines élections législatives pour lesquelles un consensus politique n'est pas encore trouvé aura un impact sur la stabilité politique qui conditionne l'exécution du projet.

Certains risques en revanche peuvent et doivent être attentivement anticipés et contrôlés :

1. *L'engagement politique fort et sans ambiguïté des autorités politiques à conduire le processus de réformes* : jusque-là les signaux ont été assez clairs mais la situation sécuritaire peut freiner voir compromettre les réformes engagées,
2. *La coloration politique des membres de la société civile* : Le contexte politique recommande de faire très attention aux choix des partenaires de la société civile qui doit être prudent et judicieux et éviter que le cadre de dialogue et de collaboration qui est mis en place ne devienne une suite de l'arène politique mouvementée,
3. *La méthodologie d'approche des FDS, traditionnellement réfractaires au contrôle civil et démocratique* : grâce à la volonté affichée du Président de la République et des autorités gouvernementales, les FDS pour leur grande part se sont engagées dans une démarche ouverte de réforme, cependant, le processus est nouveau et fragile et doit encore démontrer sa pertinence. Une mauvaise approche peut rompre le fragile lien de collaboration et susciter des craintes et des réticences. La stratégie de communication et la façon de délivrer les messages de façon claire et rassurante seront déterminantes.
4. *La disponibilité des acteurs nationaux* : la société civile et les administrations sont très sollicitées pendant les périodes électorales, la mobilisation des partenaires pourrait être faible et l'impact souhaité d'autant plus limitée. Le projet devra donc être entamé avant la campagne électorale de sorte à mobiliser plus efficacement les partenaires nationaux.

Les hypothèses reposent principalement sur le déroulement du processus électoral qui peut affecter l'ensemble des projets en cours. :

Hypothèse 1 : Le dialogue politique est renoué ; un consensus est trouvé entre les partis politiques et les élections se déroulent dans un climat apaisé. Même dans cette hypothèse favorable, il reste à craindre le déroulement des élections proprement dites, et l'issue de celles-ci qui peut donner lieu à des contestations et créer une nouvelle instabilité politique et sociale.

Hypothèse 2 : Le dialogue politique est défaillant ; il n'y a pas de consensus sur les élections et le processus démocratique est affecté (report, contestation des élections, etc.) Dans cette hypothèse, les joutes politiques affectent la société civile et les administrations et les possibilités de créer une dynamique et des synergies sont d'autant moindres.

Hypothèse 3 : le projet peut être compromis par les forces armées ; même si l'engagement au processus de réforme des autorités militaires est claire, il reste que la hiérarchie militaire fait face à des mouvances réfractaires aux changements et à des actions de déstabilisation et reste particulièrement préoccupée à les contenir et à les réduire. Dans cette situation, si les conditions sécuritaires se dégradent davantage, l'idée de rencontres et de débats sur le contrôle civil et démocratique, surtout avec la société civile pourrait sembler inopportunes, voire déstabilisatrice aux yeux des autorités militaires soucieuses de contenir les troupes.

Annex I: Project Summary and Status Updates – Part One and Part Two

The completion of a standardised Project Summary template and subsequent Project Status Updates are required for posting on the PBF website (www.UNPBF.org). See Annex II.

**PEACEBUILDING FUND
ANNEX I**

PROJECT SUMMARY PART ONE

Recipient UN Organization:	PNUD HCDH		
Implementing Partner(s):	Ministère de la Défense; Comité de Pilotage de la RSS; Ministères concernés : Économie et Finances, Budget, Contrôle Économiques et Audit, Sécurité et Protection Civile Parlement ; Société Civile; Comites civilo-militaires		
Project Number:	PBF/		
Title:	Projet de renforcement du contrôle démocratique et civil des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) en Guinée		
Location:			
Approved Project Budget:			
Duration:			
SC Approval Date:		Start:	Completion:
Project Description:			
PBF Priority Area:			
PBF Outcome:			
Key Project Activities:			
Procurement:			

PROJECT STATUS UPDATE PART TWO

STATUS REPORT AS OF (date)

Recipient UN Organization:	PNUD HCDH		
Implementing Partner(s):	Ministère de la Défense; Comité de Pilotage de la RSS; Ministères concernés : Économie et Finances, Budget, Contrôle Économiques et Audit, Sécurité et Protection Civile Parlement ; Société Civile; Comités civilo-militaires		
Project Number:	PBF/		
Title:	Projet de renforcement du contrôle démocratique et civil des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) en Guinée		
JSC Approval Date:			
Funds Committed:		% of Approved:	
Funds Disbursed:		% of Approved:	
Forecast Final Date:		Delay (Months):	

Outcome/Indicators:	Achievements/Results:	Challenges (including expected effect on project results):